

CURRICULUM VITÆ

STÉPHANE ROUSSEAU

Faculté de droit
Université de Montréal
C.P. 6128, succ. Centre-ville
Montréal, Québec (H3C 3J7)
Tél.: (514) 343.7627
Télec.:(514) 343.2199
Courriel: stéphane.rousseau@umontreal.ca

ENSEIGNEMENT

Professeur (adjoint, 1998-2003), (agrégé depuis 2003)
Titulaire de la Chaire en droit des affaires et du commerce international
Faculté de droit, Université de Montréal

Domaines d'enseignement et de recherche :

- Droit des sociétés
- Gouvernance d'entreprise
- Droit des valeurs mobilières
- Analyse économique du droit

Professeur invité

Faculté de droit, Université de Sfax, avril 2006.

Faculté de droit et science politique, Université Lyon II – Lumière, mars 2004 et mars 2005.

Collège national de la magistrature, Beijing, République populaire de Chine, juin 1999.

Chargé de cours

HÉC – Montréal, 2000- (programmes de DESS, MBA et PhD)

Rotman School of Management, Université de Toronto, 2000-2005 (Programme d'enseignement à distance en juricomptabilité)

FORMATION ACADÉMIQUE

1999	Doctorat en science juridique (S.J.D.) Université de Toronto
1995	Maîtrise en droit (LL.M.) Université Laval
1992	Baccalauréat en droit (LL.B.) Université Laval

LIVRES

- R. Crête et S. ROUSSEAU, *Droit des sociétés par actions*, 2^e édition, Montréal, Éditions Thémis, 2008, 882 p.
- E. Mackaay et S. ROUSSEAU, *Analyse économique du droit*, 2^e édition, Montréal/Paris, Éditions Thémis/Dalloz, 2008, 728 p.
- S. ROUSSEAU, *Droit québécois des valeurs mobilières : Loi, règlements et normes*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 5^e édition, 2008, 1098 p. (recueil de législation).
- S. ROUSSEAU et P. Desalliers, *Les devoirs des administrateurs lors d'une prise de contrôle – Étude comparative du droit du Delaware et du droit canadien*, Montréal, Éditions Thémis, 2007, 305 p.
- S. ROUSSEAU, *Corporate Law in Québec – Droit des sociétés par actions au Québec*, Toronto, LexisNexis Butterworths, 2007, 978 p. (recueil de législation).
- G. Lefebvre et S. ROUSSEAU, dir., *Introduction au droit des affaires*, Montréal, Éditions Thémis, 2006, 702 p.
- S. ROUSSEAU, dir., *L'entreprise familiale : évolution et transmission*, Montréal, Éditions Thémis, 2005.
- R. Crête et S. ROUSSEAU, *Droit des sociétés par actions – principes fondamentaux*, Montréal, Éditions Thémis, 2002, 1008 p.
- S. ROUSSEAU, dir., *Droit et nouvelle économie du savoir*, Montréal, Éditions Thémis, 2001.
- Y. Martineau avec la collaboration de S. ROUSSEAU, *Manuel des corporations du Québec*, Toronto, Carswell (feuilles mobiles).

CHAPITRES DE LIVRES

- S. ROUSSEAU et B. Gauthier, « Le devoir de loyauté de l'administrateur désigné par un investisseur institutionnel », dans Service de la formation permanente du Barreau du Québec, *Développements récents en droit commercial*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2007, p. 33-116.
- S. ROUSSEAU et A. Talbot, « *Lost in Translation ?*: La réforme de la gouvernance d'entreprise au Canada suite aux scandales financiers américains », dans G. Lefebvre et J.-L. Navarro, dir., *L'acculturation en droit des affaires*, Montréal, Éditions Thémis, 2007, pp. 79-139.
- E. Mackaay et S. ROUSSEAU, « Introduction à l'analyse économique du droit », dans G. Lefebvre et S. Rousseau, dir., *Introduction au droit des affaires*, Montréal, Éditions Thémis, 2006, pp. 29-65.
- S. ROUSSEAU, « Le droit de l'entreprise », dans G. Lefebvre et S. Rousseau, dir., *Introduction au droit des affaires*, Montréal, Éditions Thémis, 2006, 67-146.
- « Les frontières de l'entreprise du *Code civil du Québec* vues sous l'angle de l'analyse économique du droit », in C. Ophèle et M. Massé, dir., *Les nouveaux territoires du droit et leur impact sur l'enseignement et la recherche*, Paris, L.G.D.J., 2004, pp. 237-269.
- « Canadian Corporate Governance Reform : In Search of a Regulatory Role for Corporation

Law », dans J. Sarra, dir., *Global Capital Markets, Merging and Emerging Boards: Current Issues in Corporate Governance*, Vancouver, UBC Press, 2003, pp. 3-30.

« La gouvernance d'entreprise à la croisée des chemins: comment restaurer la confiance des investisseurs suite à l'affaire Enron? », dans FORMATION PERMANENTE DU BARREAU DU QUÉBEC, *Développements récents en droit des affaires*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2003, pp. 23-100.

« Émission et transaction des valeurs mobilières sur Internet », dans V. Gautrais, dir., *Le droit du commerce électronique*, Montréal, Éditions Thémis, 2002, pp. 213-258.

« Salomon et moi : réflexions sur la société unipersonnelle », dans N. Kasirer, dir., *La solitude en droit privé*, Montréal, Éditions Thémis, 2002, pp. 177-211.

Stéphane Rousseau et Marie Brault. « Les contrats de vente et d'hypothèque d'actions », dans D.-C. Lamontagne, dir., *Droit spécialisé des contrats*, vol. 3, *Les contrats relatifs à l'entreprise*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2001, pp. 98-166.

"La responsabilité civile des analystes financiers pour la transmission d'information fausse ou trompeuse sur le marché secondaire des valeurs mobilières", dans J.-L. Baudouin et P. Deslauriers, (dir.), *La responsabilité civile des courtiers en valeurs mobilières et des gestionnaires de fortune*, Cowansville, Les Éditions Yvon Blais, 1999, pp. 35-62.

ARTICLES PUBLIÉS DANS DES REVUES AVEC COMITÉ DE LECTURE

S. ROUSSEAU et I. Tchotourian, « L'intérêt social en droit des sociétés – regards canadiens », (2008) *Revue des sociétés* (sous presse).

S. ROUSSEAU et I. Tchotourian, « Obligation de divulgation des informations environnementales à la charge des sociétés canadiennes : la mise au point de l'*Ontario Securities Commission* », (2008) *Revue de droit bancaire et financiers* (sous presse).

« L'obligation du courtier de connaître son client en droit des valeurs mobilières canadien », *Revue de droit bancaire et financiers*, mars-avril 2008, 60-62.

Y. Bozec, S. ROUSSEAU et C. Laurin, « Law of Incorporation and Ownership Structure: The Law and Finance Theory Revisited », (2008) *28 International Review of Law and Economics* 140-149.

« Étude portant sur la notion de sequester/receiver de la Partie IX de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* », (2008) *42 Revue juridique Thémis* 107-148.

« *London Calling ?*: The Experience of the Alternative Investment Market and the Competitiveness of Canadian Stock Exchanges », (2007) *23 Banking and Finance Law Review* 51-105.

R. Labelle et S. ROUSSEAU, « Réglementation financière, éthique et gouvernance », (2007) *32 :1 Gestion : revue internationale* 39-46.

« L'impact du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription sur la pratique notariale : un guide pratique », [2007] *1 Cours de perfectionnement du Notariat* 249-308.

S. ROUSSEAU et N. Smalli, « La levée du voile corporatif sous le *Code civil du Québec*: des perspectives théoriques et empiriques à la lumière de dix années de jurisprudence », (2006) *46 Cahiers de droit* 815-861.

« Enhancing the Accountability of Credit Rating Agencies : The Case for a Disclosure-based Model », (2006) *Revue de droit de McGill* 617-664.

« *Kerr v. Danier Leather Inc.*: la qualité de la divulgation et le bon fonctionnement du marché mis en péril? », (2006) 40 *Revue juridique Thémis* 681-704.

S. ROUSSEAU et B. Gauthier, « Les nouvelles normes relatives à l'indépendance des vérificateurs : l'implantation d'un cadre conceptuel fondé sur l'autoréglementation », (2006) 85 *Revue du Barreau canadien* 29-60.

« Sans frontières? Les devoirs des administrateurs de sociétés par actions à la lumière de la jurisprudence récente », [2006] 1 *Cours de perfectionnement du Notariat* 101-157.

« Le devoir de prudence et diligence des administrateurs de sociétés par actions : droit et économie », (2005) 73 *Assurances et gestion des risques* 255-293.

« Directors' Duty of Care after Peoples : Would It Be Wise to Start Worrying about Liability », (2005) 39 *Canadian Business Law Journal* 223-235.

« Le rôle des tribunaux et du conseil d'administration dans la gouvernance des sociétés ouvertes : réflexions sur la règle du jugement d'affaires », (2004) 45 *Cahiers de droit* 469 (sous presse).

R. Crête, J. Bédard et S. ROUSSEAU, « Les vérificateurs-comptables et la fiabilité de l'information financière : les messages de l'environnement institutionnel et juridique », (2004) 45 *Cahiers de droit* 219-294.

« The Liability of Directors toward Creditors in Civil Law: A Note on *Peoples Department Stores inc. v. Wise* », [2004] *Annual Review of Insolvency Law* 121-132.

« La création de normes de gouvernance d'entreprise par les organismes de réglementation des valeurs mobilières : le rôle des pouvoirs d'ordonnance dans l'intérêt public », (2004) 38 *Revue juridique Thémis* 193-207.

« The Duties of Directors of Financially-Distressed Corporations : A Québec Perspective on the *Peoples Case* », (2004) 38 *Canadian Business Law Journal* 368-398.

"Internet-based Securities Offerings by Small and Medium-sized Enterprises: Attractions and Challenges", (2001) 35 *Canadian Business Law Journal* 226-273.

"The Future of Capital Formation for Small and Medium-Sized Enterprises: Rethinking Initial Public Offering Regulation Following the Restructuration of Canadian Stock Exchanges", (2000) 34 *Revue juridique Thémis* 661-760.

« Le devoir de loyauté des administrateurs de sociétés par actions suite à l'affaire *Peoples*: entre Charybde et Scylla? », (2000) 102 *Revue du Notariat* 7-86.

S. ROUSSEAU et R. Crête, « L'environnement législatif québécois au regard du projet d'adoption d'un régime statutaire de responsabilité civile dans le contexte du marché secondaire des valeurs mobilières », (1999) 59 *Revue du Barreau* 627-678.

« Immunité des actionnaires et levée du voile corporatif: perspectives de l'analyse économique du droit », (1999) 78 *Revue du Barreau canadien* 1.

R. Crête et S. ROUSSEAU, « De la passivité à l'activisme des investisseurs institutionnels au sein des corporations: le reflet de la diversité des facteurs d'influence », (1997) 42 *Revue de droit de McGill* 863-960.

"L'influence des investisseurs institutionnels sur la régie d'entreprise au Canada", (1996) 37 *Cahiers de Droit* 305-376.

"Certains pouvoirs de la Commission des valeurs mobilières vus sous un angle constitutionnel", (1994) 28 *Revue juridique Thémis* 1-29 (en collaboration avec Raymonde Crête).

"Vers une redéfinition de la politique d'achat du Québec", (1994) 37 *Administration publique du Canada* 48-78 (en collaboration avec Denis Lemieux).

"La C.V.M.Q. dans un marché en mutation: les effets de l'internationalisation du marché des valeurs mobilières sur le rôle de la Commission des valeurs mobilières du Québec en matière l'appel public à l'épargne", (1993) 51 *Revue de droit de l'Université de Toronto* 359-395.

ACTES DE COLLOQUES

« El Derecho Mercantil en el Código Civil do Quebec », dans R.E. Rojo, dir., *Sociedade e Direito no Quebec e no Brasil, Faculdade de Direito – UFRGS, Porto Alegre, 2003* (« Le droit des affaires dans le Code civil du Québec), pp. 183-205.

« El derecho mercantil en el Código Civil del Quebec », dans Colegio Público de Abogados de la Capital Federal, *El Código Civil de Quebec Implicancias en el Proyecto de Código Civil Argentino*, Buenos Aires, 2002, 15 p. (« Le droit des affaires dans le Code civil du Québec)

"The Interaction of Civil Law and Common Law in the Commercial Law of Quebec", dans *International Law School Deans' Conference on Legal Education for the 21st Century*, China University of Political Science and Law, Beijing, 1999, pp. 239-264 (en collaboration avec Guy Lefebvre et Suzanne Lalonde).

"L'impact de l'article 7 de la Charte canadienne en droit administratif", in *Développements récents en droit administratif*, Cowansville, Les Éditions Yvon Blais, 1994, pp. 87-125 (en collaboration avec Pierre Giroux et Stéphane Rochette).

RAPPORTS ET PUBLICATIONS SANS COMITÉ DE LECTURE

The Québec Experience with an Independent Administrative Tribunals Specialized in Securities: A Look at the Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières, rapport préparé pour le Groupe d'experts sur la réglementation des valeurs mobilières, 2008.

Principes versus règles : le débat sur le mode d'encadrement du marché des valeurs mobilières canadien, rapport préparé pour l'Autorité des marchés financiers, 7 juillet 2008, 36 p.

R. Crête et S. ROUSSEAU, *Réforme de la Loi sur les compagnies*, mémoire soumis au Ministre des finances du Québec, 18 avril 2008, 35 p.

Y. Allaire et S. ROUSSEAU, *Mémoire relatif aux investisseurs à court terme et droits des actionnaires : Proposition de réforme de la Loi sur les compagnies*, avril 2008, 8 p.

The Competitiveness of Canadian Stock Exchanges: What Can We Learn from the Success of the Alternative Investment Market?, Investment Dealers Association Task Force to Modernize Canadian Securities Legislation, 31 mai 2006, 105 pp.

An Analysis of Certain Legal Protections Offered to Minority Shareholders by Corporate Law and Securities Regulation, Autorité des marchés financiers, 12 mars 2006, 15 pp.

Enhancing the Accountability of Credit Rating Agencies : The Case for a Disclosure-Based

Approach, Toronto, Capital Markets Institute, 2005, 61 p.

Raymonde Crête et Stéphane ROUSSEAU, *L'adoption d'un régime restreint de responsabilité civile pour les investisseurs du marché secondaire : l'harmonisation du régime dans le cadre législatif québécois*, Autorité des marchés financiers, février 2004, 93 p.

The Report of the Insolvency Institute of Canada and Canadian Association of Insolvency and Restructuring Professionals Task Force on Business Insolvency Law Reform: An Assessment of the Corporate Governance Proposals, Rapport préparé pour Industrie Canada, janvier 2004, 20 p.

Les prises de contrôle réalisées par voie d'arrangement statutaire, de fusion ou de restructuration du capital-actions, Commission des valeurs mobilières du Québec, 2002, 90 p.

Raymonde Crête et Stéphane ROUSSEAU, *L'adoption d'un régime restreint de responsabilité civile pour les investisseurs du marché secondaire des valeurs mobilières : l'harmonisation du régime dans le cadre législatif québécois*, Commission des valeurs mobilières du Québec, Juin 2000, 90 p.

Stéphane ROUSSEAU et Raymonde Crête, *L'environnement législatif et le projet d'adoption d'un régime de responsabilité civile dans le contexte du marché secondaire des valeurs mobilières: une étude comparative*, Commission des valeurs mobilières du Québec, février 1999, 50 p.

Stéphane ROUSSEAU et Raymonde Crête, *L'opportunité de l'adoption d'un régime statutaire de responsabilité civile dans le contexte québécois du marché secondaire des valeurs mobilières*, Commission des valeurs mobilières du Québec, février 1999, 22 p.

CONFÉRENCES

« Les théories de gouvernance dans une perspective juridico-financière : évolution ou révolution? », 7^e Conférence internationale de gouvernance d'entreprise, Université Montesquieu, Bordeaux, 5 juin 2008.

« Culture et droit des affaires », Journées louisianaise, Association Henri-Capitant, Baton Rouge et New Orleans, 27 mai 2008.

« Investissement responsable ici et à l'étranger : Ingrédients pour une recette réussie », Association du Barreau canadien/Division Québec, Conférence 2008, Montréal, 1^{er} mai 2008.

« Pratique contractuelle et droit américain: harmonisation ou hégémonie », « Convergence, mutation et harmonisation des systèmes juridiques », Les Journées Maximilien-Caron 2008, Montréal, 25 avril 2008.

« Our Two Systems of Take-Over Bid Regulation and the Hollowing Out of Corporate Canada », National Centre for Business Law, Vancouver, 17 mars 2008.

« La protection des investisseurs dans les fonds d'investissements : où en sommes-nous suite aux récents scandales financiers? », Association du Barreau canadien, Les scandales financiers au Québec : leçons à tirer des plus récentes affaires, de l'administration provisoire aux procédures de faillite et de la protection des investisseurs, Montréal, 13 février 2008.

« Le conseil d'administration sur la sellette: les devoirs des administrateurs à la lumière de la jurisprudence récente », Association du jeune Barreau de Montréal, Montréal, 12 décembre 2007.

« Le devoir de loyauté de l'administrateur désigné par un investisseur institutionnel », Formation permanente du Barreau du Québec, *Développements récents en litige commercial*, Montréal, 18 octobre 2007.

« Gouvernance d'entreprise et rémunération des dirigeants : fonctionnement et dysfonctionnement du système nord-américain », Faculté Jean-Monet, Université Paris-Sud 11, Paris, 24 mai 2007.

« La responsabilité des organismes de réglementation des valeurs mobilières : quelle portée pour la mission de protection des épargnants ? », Institut national de la magistrature, Vancouver, 10 mai 2007.

« L'impact du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription sur la pratique notariale : un guide pratique », Cours de perfectionnement du notariat, Québec, 13 avril 2007.

« Les administrateurs dans la ligne de mire de la bonne gouvernance : regard sur les nouveaux risques de responsabilité », L'entreprise face aux nouveaux risques : gestion, assurance et responsabilité, Université Laval, 23 février 2007.

« Panel sur l'indépendance au sein du conseil d'administration », Association du Barreau canadien – Section Québec, Montréal, 21 mars 2007.

« Les éléments stratégiques et légaux à considérer lors de la démission d'un administrateur », Institut canadien, *Conseils d'administration : Gouvernance – meilleures pratiques*, Montréal, 6 décembre 2006.

“Investor Protection and the Ownership Structure of Canadian Public Corporations: Law Does Matter”, Canadian Law and Economics Association – Annual Meeting: Toronto, 29 et 30 septembre 2006.

« L'engouement pour les billets à capital protégé : réalité et défis », Assemblée générale annuelle du Conseil des fonds d'investissement du Québec, Montréal, 8 septembre 2006.

« L'incidence de l'environnement juridique sur la structure de propriété des sociétés canadiennes cotées : la théorie juridico-financière revisitée », *5e Congrès international de gouvernance*, IECS - École de Management de Strasbourg, Strasbourg, 15 et 16 mai 2006.

« Le droit des affaires canadien », Institut arabe des chefs d'entreprise, Tunis, 14 avril 2006.

« La gouvernance d'entreprise au Canada », Conseil du marché financier, Tunis, 13 avril 2006.

« Sanctions civiles sur le marché secondaire : le nouveau recours de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario », Autorité des marchés financiers, 29 mars 2006.

« Sans frontières? Les devoirs des administrateurs de sociétés par actions à la lumière de la jurisprudence récente », *Cours de perfectionnement du Notariat*, Montréal, 17 mars 2006.

« L'ACCOVAM et son cadre juridique », Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières, Montréal, 17 février 2006

« Les devoirs des administrateurs lors d'offres publiques d'achat à la lumière de la jurisprudence récente », *Le droit des affaires : entre efficacité et équité*, Mini-colloque, Chaire en droit des affaires et du commerce international, Montréal, 10 février 2006

« AIM vs. TSX : Comparison of Listing Standards », *Table ronde*, Groupe de travail sur la modernisation de la réglementation des valeurs mobilières au Canada, Toronto, 2 février 2006

« Cours sur les valeurs mobilières », *Conférence Insight*, Montréal, 23 et 24 janvier 2006 .

« Lifting the Corporate Veil in a Civil Law Jurisdiction: An Empirical Study of Québec Case Law (1994-2004) », *Law and Economics Workshop*. Faculté de droit, Université de la Colombie-Britannique, 14 novembre 2005.

« La gouvernance d'entreprise : un état des lieux suite à l'arrêt *Peoples* », Faculté de droit, Université Laval, 24 Novembre 2005

« La gouvernance d'entreprise : enjeux juridiques et réglementaires - Corporate Governance: legal and regulatory dimensions », *Cours Éthique et Gouvernance*, programme de M.B.A., HEC – Montréal, 31 octobre, 1 et 2 novembre 2005.

« La relation avec le client - le droit québécois », *La réglementation des courtiers et gestionnaires en valeurs mobilières* Conférence Insight, Montréal, 17 octobre 2005.

« Regulating Credit Rating Agencies in Global Capital Markets: An Assessment of the Options” lors du colloque *Credit Rating Agencies: Need for Reform in Canada?* Capital Markets Institute, Rotman School of Management, Université de Toronto, 25 mai 2005

« Fiducies de revenu: une vue d'ensemble de la réglementation canadienne », Vice-présidence recherche et conseil en politique de placement, Caisse de dépôt et placement du Québec, 20 mai 2005.

« Le contrôle de l'opportunisme du franchiseur : le droit anglo-canadien découvre (enfin) le rôle de la bonne foi », Faculté de droit et science politique, Université Lyon II – Lumière, 6 avril 2005.

« Credit Rating Agencies : Need for Reform in Canada?», Capital Markets Institute, Université de Toronto, 11 janvier 2005.

« Le rôle des tribunaux dans la gouvernance d'entreprise : réflexions sur la règle du jugement d'affaires », Les Journées Strasbourgeoises 2004, Strasbourg, 5 juillet 2004.

« Les nouvelles responsabilités du comité de vérification », Gouvernance et juricomptabilité : Les enjeux, 3^e colloque international, Alliance de recherche sur la nouvelle économie, HEC – Montréal, 3 juin 2004.

« La légalité de l'arbitrage du recours pour oppression », L'entreprise familiale : Évolution et transmission, XIV^e Journées Maximilien-Caron, Montréal, 16 avril 2004.

« L'évolution de la gouvernance d'entreprise au Canada suite à l'affaire Enron: enjeux et perspectives », Faculté de droit et science politique, Université Lyon II – Lumière, Lyon, 3 mars 2004.

« La responsabilité des actionnaires est-elle injuste? Perspectives de l'analyse économique du droit », Centre de recherche en éthique de l'Université de Montréal (CREUM), Université de Montréal, 27 octobre, 2003.

« The Duties of Directors of Financially-Distressed Corporations: A Comment on *Peoples' Choice* », 33rd Annual Commercial and Consumer Law Workshop, Faculty of Law, University of Toronto, 19 octobre, 2003.

« L'impact de la réforme de la régie d'entreprise sur le devoir de prudence et diligence des administrateurs : vers un nécessaire aggiornamento? », Institut canadien de la magistrature, Mont-Tremblant, 2 octobre, 2003.

« Lifting the Corporate Veil in a Civil Law Jurisdiction: An Empirical Study of Québec Case Law », Annual Conference of the Canadian Law and Economics Association, Faculty of Law, University of Toronto, September 20, 2003.

« Le droit des affaires dans le Code civil du Québec », 10-12 avril 2003, Faculté de droit, UFRGS, Porto Alegre, Brésil.

« La gouvernance d'entreprise à la croisée des chemins: comment restaurer la confiance des investisseurs suite à l'affaire Enron? », FORMATION PERMANENTE DU BARREAU DU QUÉBEC, *Développements récents en droit des affaires*, mars 2003.

« Les frontières de l'entreprise du Code civil du Québec vues sous l'angle de l'analyse économique du droit », Les nouveaux territoires du droit et leur impact sur l'enseignement et la recherche, Faculté de droit et de sciences sociales, Université de Poitiers, 12 et 13 décembre 2002.

« Le devoir de prudence et diligence des dirigeants de sociétés par actions canadiennes et québécoises : droit et économie », XVIe Congrès de l'Académie internationale de droit comparé, Faculté de droit, Université du Queensland, 17 juillet 2002, Brisbane, Australie,.

« Le droit des affaires dans le Code civil du Québec / El derecho mercantil en el Código Civil del Quebec », Universidad Torcuato Di Tella, Universidad del Salvador et Colegio Público de Abogados de la Capital Federal, 8-11 avril 2002, Buenos Aires, Argentine.

« Canadian Corporate Governance Reform : In Search of a Regulatory Role for Corporation Law », Global Capital Markets and Corporate Governance, Faculté de droit, Université de Colombie-Britannique, 8 février 2002.

« La société unipersonnelle », Les ateliers de droit civil, Faculté de droit, Université McGill, 18 janvier 2001.

« Internet-based Securities Offerings by Small and Medium-sized Enterprises: Attractions and Challenges », 30e Annual Workshop on Consumer and Commercial Law, Faculté de droit, Université de Toronto, 21 octobre 2000.

« L'accès au financement public par les petites et moyennes entreprises », Faculté de droit, Université Laval, 22 novembre 1999.

« The Future Of Capital Formation for Small and Medium-Sized Enterprises: Rethinking Initial Public Offering Regulation Following The Restructuration of Canadian Stock Exchanges », 29th Annual Workshop on Consumer and Commercial Law, Université McGill, 16 octobre 1999.

« The Interaction of Civil Law and Common Law in the Commercial Law of Quebec », International Law School Deans' Conference on Legal Education for the 21st Century, China University of Political Science and Law, Beijing, 26 mai 1999.

« L'accessibilité du marché des valeurs mobilières pour les petites et moyennes entreprise (PME): enjeux d'ordre réglementaire et perspective de réforme », *Séminaires Joseph-Chicha*, Institut de

recherche sur les PME, Université du Québec à Trois-Rivières, décembre 1998.

"Les projets de loi découlant du Rapport Allen", *Septième séminaire d'avocat(e)s spécialisé(e)s en valeurs mobilières*, Pine Hill, octobre 1998.

"Les paramètres de l'immunité des actionnaires sous le Code civil du Québec: perspectives de l'analyse économique du droit", Congrès annuel de l'Association canadienne des professeurs de droit, Ottawa, juin 1998.

SUBVENTIONS DE RECHERCHE

L'impact de la théorie des parties prenantes sur la gouvernance des sociétés ouvertes, Subvention de 79 051\$, Conseil de recherche en sciences humaines, 2006-2009.

Observatoire du droit québécois des valeurs mobilières, Subvention de 300 000\$, Autorité des marchés financiers 2006-2009.

Droit des sociétés par actions, 2^{ième} édition, Subvention de 4000\$ de la Fondation pour la recherche juridique, 2005-2006 (co-chercheur).

Droit des sociétés par actions, 2^{ième} édition, Subvention de 10 000\$ du Fonds d'études de la Chambre des notaires du Québec, 2005-2006 (co-chercheur).

Droit des sociétés par actions, 2^{ième} édition, Subvention de 10 000\$ de la Fondation du Barreau du Québec, 2004-2005 (co-chercheur).

L'acculturation du droit des affaires : les effets de la diversification des sources juridiques applicables à l'entreprise moderne, Subvention de 8000\$, Fondation Marcel Faribault, 2004-2005.

La fiabilité de l'information financière : une évaluation du cadre juridique et institutionnel des agents de certification, Subvention de 8000 \$ de la Fondation du Barreau du Québec, 2003-2004 (co-chercheur).

Alliance de recherche sur la gouvernance et la juricomptabilité, Subvention d'équipe de 900 000\$, Conseil de recherches en sciences humaines, 2002-2005 (chercheur associé).

La transaction multimédia, Subvention d'équipe de 193 000\$, Conseil de recherche en sciences humaines, 2002-2005 (co-chercheur).

Analyse de l'émergence des normes périjuridiques en matière de régie d'entreprise, Subvention de 39 000\$ du Conseil de recherche en sciences humaines, 2001-2004.

La responsabilité de la compagnie-mère pour les actes de ses filiales dans le cadre de l'exploitation commerciale des navires, Subvention de 8000 du Fonds Georg Stellari, 2001-2002.

Le rôle des usages dans la vente internationale, Subvention d'équipe de 171 000\$ du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, 2001-2004 (co-chercheur).

Regroupements transnationaux d'entreprises, Subvention de 7000\$ du Fonds Georg Stellari, 2000-2001.

Les normes périjuridiques en matière de régie d'entreprise, Subvention de 4000\$ du Conseil de recherche en sciences humaines, 2000-2001.

PROJETS DE RECHERCHE NON SUBVENTIONNÉS EN COURS

N. Boubakri, Y. Bozec, C. Laurin, S. ROUSSEAU, "Incorporation Law, Ownership Structure And Firm Value: Evidence From Canada", (2008) *Corporate Governance: An International Review* (soumis).

N. Smaïli et S. ROUSSEAU, « Les théories de gouvernance : une évolution ou une révolution? », 30 p.

M. Boyer, C. Francoeur, R. Labelle et S. ROUSSEAU, « Income Trusts Governance and Performance : Time for a Post-Mortem », (2007) *Accounting Perspectives* (soumis).

CONTRIBUTION AU FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUTION ET RAYONNEMENT

Directeur du Centre de droit des affaires et du commerce international, depuis le 1^{er} juin 2008.

Membre du Groupe de travail sur la *Loi uniforme de transfert de valeurs mobilières*, Chambre des notaires du Québec, 2007-2008.

Membre du Comité d'étude sur la modernisation de la *Loi sur les compagnies*, Association du Barreau canadien/Division Québec, section « Affaires », 2007-2008.

Membre du Groupe de travail sur les placements privés, Chambre des notaires du Québec, 2006-2007.

Membre de la Table de concertation sur le Projet de Loi uniforme sur le transfert de valeurs mobilières, Autorité des marchés financiers, 2006-2007.

Membre du Groupe de travail sur les recours civils, Autorité des marchés financiers, 2006-2007.

Membre du Comité organisateur du Forum sur les PME québécoises, Autorité des marchés financiers, 2007.

Chercheur associé, National Centre for Business Law, 2007 à aujourd'hui.

Directeur de l'Observatoire du droit québécois des valeurs mobilières, 2006 à aujourd'hui.

Membre du comité consultatif du service Canadian Law Abstracts du Social Science Research Network, 2005 à aujourd'hui.

Titulaire de la Chaire en droit des affaires et du commerce international, 2005 à aujourd'hui.

Membre du comité de gestion du Fonds réservé à l'éducation des investisseurs et à la promotion de la gouvernance de l'Autorité des marchés financiers, 2004-2005.

Président du comité organisateur des XIV^e Journées Maximilien-Caron, 2003-2004.

Membre du comité universitaire d'attribution des subventions de voyage, 2003 à aujourd'hui.

Chercheur associé, Chaire de gouvernance et juricomptabilité, HÉC – Montréal, 2002 à aujourd'hui.

Président du conseil d'administration des Éditions Thémis, 2001 à aujourd'hui.

Membre du comité sur l'évaluation des conditions salariales, Faculté de droit, 2001-2002.

Président du comité organisateur des XI^e Journées Maximilien-Caron, 1999-2000.

Membre du comité de nomination et de promotion, Faculté de droit, 1999-2003.

Membre du conseil de direction du Centre de droit des affaires et du commerce international, 1999

à aujourd'hui

Membre du comité de l'évaluation de l'enseignement, Faculté de droit, 1998-1999

Membre du comité des bourses aux études supérieures, 1998-1999

Directeur-adjoint, Centre de droit des affaires et du commerce international, 1998-2004.

Président des Éditions Thémis Inc., 1999 à aujourd'hui.

AFFILIATIONS

- Association canadienne d'analyse économique du droit.
- Association québécoise de droit comparé.
- Association Henri-Capitant.
- Barreau du Québec (1994).
- European Corporate Governance Institute.
- Institut des administrateurs de sociétés – Institute of Corporate Directors.